la circonscription de Perth-Sud, que j'ai l'honneur de représenter ici, ont malheureusement perdu leur argent par suite de l'expédition de leurs animaux. Je n'ai pas assisté aux conférences qui ont été tenues avec les ministres. Je n'ai pas porté à cette question toute l'attention dont ont fait preuve les honorables députés que je viens d'indiquer parce que, malheureusement, lors de l'arrivée de la première délégation à Ottawa, j'avais été mandé chez moi. Quoi qu'il en soit la question m'intéresse au plus haut degré et je voudrais faire consigner mes observations dans les *Débats* en même temps que celles du premier ministre (M. Bennett), du ministre du Commerce (M. Stevens) et du ministre de l'Agriculture (M. Weir).

Je suis heureux de constater que cette discussion n'a pas été placée sur le terrain politique. Il ne s'agit pas, de fait, d'une question politique, mais bien d'une question de justice envers les cultivateurs qui ont perdu leur avoir, car, et l'honorable député d'Huron-Nord (M. Spotton) l'a rappelé, le ministère du Commerce a autorisé la Compagnie Richelieu à acheter des bestiaux et à les expédier outre-mer. Je pense dans le moment à plusieurs raisons pour lesquelles le Gouvernement devrait accorder une compensation à ces cultivateurs. Le ministre du Commerce (M. Stevens) admet que son ministère a versé \$13,000 à la Compagnie Richelieu pour aménager deux bateaux et les rendre propres à l'expédition du bétail en Angleterre. Après cela, les fonctionnaires du ministère ont dû examiner ces bateaux et dire au ministre qu'ils étaient en état de prendre la mer. Si on ne l'a pas fait, le ministre a eu gravement tort.

L'hon. M. STEVENS: Il n'y a évidemment pas dans mon ministère de fonctionnaire capable de juger si un navire est en bon état de navigabilité. Ces navires ont été mis en état d'après les règlements du "British Board of Trade", sous la surveillance d'experts maritimes. Nous avons été aidés à ce sujet par le ministère de la Marine.

M. SANDERSON: Le ministre admettra sûrement sa responsabilité, même si ses experts ont dit que ces navires étaient en état de navigabilité. Il devrait endosser la responsabilité de l'erreur commise.

L'hon. M. STEVENS: On ne l'a pas affirmé ailleurs que dans cette Chambre.

M. SANDERSON: J'appelle maintenant l'attention du ministre sur cette question. Je voudrais savoir si le ministre a pris des renseignements auprès de ses fonctionnaires ou [M. Sanderson.]

de ceux d'un autre ministère quant à la solvabilité de la "Richelieu Corporation", avant de s'engager à lui payer \$13,000.

L'hon. M. STEVENS: On a prouvé que la firme avait un capital de \$20,000 et s'occupait de l'exportation des bestiaux. J'ai le rapport de Dun et Bradstreet, mais je ne sais si je devrais m'en servir à la Chambre; je ne le citerai qu'en partie. Il dit que le personnel de la compagnie jouit de la considération du public, et qu'on croit que M. Richardson a fourni le capital nécessaire aux affaires. Les fonctionnaires ont pris tous les renseignements qu'ils ont pu.

M. SANDERSON: Le ministre dit que Bradstreet lui a donné des renseignements confidentiels?

L'hon. M. STEVENS: Non, j'ai dit que j'avais un rapport. J'en ai envoyé une copie de l'autre côté de la Chambre, en voici une autre. Il ne me semble pas juste envers Dun et Bradstreet de donner leurs rapports à la Chambre. Leur service est censé être confidentiel. Personnellement, je m'en sers sans scrupule.

M. SANDERSON: Parlant pour moi-même, je n'hésite pas à dire qu'il ne devrait pas y avoir de secrets dans cette affaire.

L'hon. M. STEVENS: Il n'y en a pas.

M. SANDERSON: Des cultivateurs de l'ouest d'Ontario ont perdu \$40,000 pour avoir vendu leurs bestiaux à cette "Richelieu Corporation" qui devait les expédier outre-mer. Pourquoi cette perte? Parce qu'on a représenté aux éleveurs que le Gouvernement appuyait la corporation.

L'hon. M. STEVENS: Cette déclaration n'était pas justifiée.

M. SANDERSON: Je n'en suis pas bien sûr. Le ministre ne prétendra certes pas que les renseignements qu'il obtint sur la respectabilité de ces hommes suffisait pour qu'on leur confiât \$13,000 des deniers publics, en même temps que ce qui équivalait à une licence du Gouvernement.

L'hon. M. STEVENS: Je n'admets rien de tel. Comme je l'ai déjà dit, dans ce cas comme dans les autres, le Gouvernement ou le ministère a tout bonnement aidé à mettre ces navires en état de transporter les bestiaux. Nous n'avons donné ni licence, ni certificat. Le Gouvernement ne s'est nullement mêlé de l'achat ni de la vente du bétail transporté par ces navires, ni dans ce cas, ni dans aucun autre.

M. SANDERSON: Je serai franc avec le ministre qui me rendra le réciproque. Croit-il